

investi une partie de sa fortune dans la traite négrière, reconnue comme crime contre l'humanité?...

La parution quotidienne dans le quotidien Ouest-France d'une bande dessinée retraçant l'histoire de la Bretagne, est aussi évoquée. Celle-ci entend écrire l'histoire vue de la Bretagne et non à travers le prisme parisien. L'exercice est difficile et déjà un crime de lèse-majesté.

Quelques vignettes concernant la deuxième guerre mondiale, relativisent l'engagement des nationalistes bretons, comparent les victimes du nazisme et du stalinisme, enfin, ne parlent pas de la Shoah. Effectivement, oublier de parler des millions de morts juifs dans les camps est une erreur, que se promettent de rectifier les auteurs face aux pressions.

Ces deux exemples ne permettent pas de juger s'il y a une réelle infiltration révisionniste, ou tout simplement une érosion du souvenir, qu'on ne voudrait déceler qu'en Bretagne par peur de s'interroger sur la société française dans son ensemble, « le fasciste, c'est les autres »... Quoi qu'il en soit, c'est l'ensemble de la communauté culturelle bretonne qui est visée.

### **Un devoir de mémoire**

Le cas breton n'est pas exceptionnel. Les nazis tentèrent à plusieurs reprises de s'allier et de manipuler des mouvements nationalistes afin d'affaiblir leurs ennemis; comme par exemple les Tchétchènes contre l'Union Soviétique ou les Arabes de Palestine contre les Anglais.

Dans les ouvrages consacrés à la Bretagne, les informations sur la période des années 30 et 40 sont frustrantes; très souvent partielles ou contradictoires. Omissions volontaires ou tabou?

Le Centre de Recherche Bretonne et Celtique annonce pour l'année prochaine la tenue d'un colloque sur la Seconde guerre mondiale en Bretagne. Un peu tardif, il n'aura certainement pas la possibilité de réparer les dégâts causés par une manipulation médiatique peu délicate. Mais il sera l'occasion de faire la lumière sur l'action de certaines figures emblématiques du mouvement breton, ainsi que sur celle de hauts fonctionnaires de l'État en Bretagne...

### **Une tradition d'ouverture**

Pays maritime par excellence, la Bretagne est, depuis l'Antiquité en contact avec le Monde. Tout d'abord située sur la route de l'étain, elle

entretint des relations ténues avec le Moyen-Orient. Au moyen-Âge, la flotte bretonne était l'une des plus actives d'Europe, au croisement des routes entre l'Espagne, les Pays-Bas et la Baltique. C'est, suite à son union avec la France, la politique continentale du royaume et des régimes qui suivirent qui sonna le glas d'une industrie déjà florissante. La Bretagne s'enfonçait dans un lent déclin. À partir de la Révolution elle devint même une sorte de double obscur d'une France partagée entre ses origines celtiques et son admiration pour un empire romain mystifié. Pour le bien de la Nation, la langue bretonne fut condamnée à disparaître. Le pays devint un réservoir de main d'œuvre et de chair à canon bon marché. Ce n'est qu'après la dernière guerre que fut entrepris une réindustrialisation et une modernisation du pays sous l'impulsion du *Celib*, *Comité de liaison des intérêts bretons*.

Les Bretons sont conscients aujourd'hui que la santé de leur économie est étroitement liée à son ouverture sur le monde, mais aussi à celle de l'État dont elle dépend; la France, qui n'a jamais su tirer profit de ses principaux atouts; une façade maritime immense et des ports pourraient rivaliser avec leurs homologues européens.

En Bretagne, la conscience démocratique n'est pas à démontrer, elle est une exigence. La population n'est pas à franchement parler perméable aux idéaux d'extrême droite, le faible score du Front National le montre. Qu'un parti fasse siennes ces thèses, il y a fort à parier qu'il ait peu d'influence sur la population. À long terme, de telles idées ne peuvent que conduire à la destruction pure et simple de la spécificité culturelle bretonne.

### **La langue bretonne au centre des passions**

*« La seule réponse à faire aux revendications linguistiques bretonnes, c'est d'emprisonner tous ceux qui les formulent. »*

Albert Damier, ministre du travail et de la prévoyance sociale (1932)

La langue bretonne a perdu la majorité de ses locuteurs au cours de ce siècle. Les derniers bretonnants de naissance ne sont agés, la transmission maternelle ne se fait presque plus. Elle est condamnée à mourir dans les prochaines décennies si d'ancien locuteurs ne se remettent pas à la pratiquer, si de nouveaux (dont l'origine ne sera pas exclusivement bretonne) ne se mettent pas à l'apprendre. Elle doit être capable de souvrir au monde moderne, à la vie citadine qui est celle de la majorité des

bretons. Si elle devient la propriété d'une minorité réfractaire et sectaire, il est certain qu'elle n'a aucune chance de survie. Elle doit donc se trouver sa place dans la société française, dans le respect du droit et de la diversité. Place qui doit être définie sans excès de la part de ses défenseurs, et sans restriction inutile de la part du pouvoir. Un véritable débat est nécessaire. Entre son utilisation comme arme politique entre les deux têtes de l'exécutif, et massue obscurantiste de la part des « talibreizh », il lui reste de la place, celle que mérite toute langue capable d'exprimer les émotions humaines.

### **Dérive ou manipulation ?**

Le problème ici n'est pas de savoir s'il existe en Bretagne des défenseurs d'une identité exclusive, il y en aura probablement toujours, mais de savoir si la population est en mesure d'y adhérer. Constatant le parcours inquiétant du Front National et de ses idées en France, il y a plus d'une raison de retourner le problème. La société française ne génère-t-elle pas ce genre de sentiments? La France a-t-elle réellement fait son autocritique, notamment en ce qui concerne la participation d'intellectuels français à l'élaboration des thèses antisémites, le résultat dévastateur de son épopée coloniale, « la biologisation » de son idéal universaliste?

Face aux dérives racistes, les procès publics sont inutiles, sinon dangereux. Dans de telles situations, seuls l'éducation, l'élévation générale du niveau culturel d'une population, l'enseignement de l'Histoire, et enfin la réduction des inégalités peuvent être suivis d'effets. Il y a lieu de s'inquiéter.

Les militants culturels ne se reconnaissent pas dans ce procès médiatique. Quel intérêt y a-t-il à les faire passer pour de dangereux fascistes en devenant?

La première réponse qui pourrait venir, un peu simpliste, serait basée sur le constat d'un total manque de jugement chez certains journalistes, qui par simple orgueil se permettraient de juger qui est fasciste, qui ne l'est pas, à la lumière d'une prétendue supériorité culturelle de la capitale... argument qui a très bonne presse, et qui traduit assez bien le mépris ressenti par les provinciaux à travers les médias, mais aussi un sentiment d'infériorité encore vivace. « Paris nous prend pour des ploucs! » titrait un hebdo... Le sarcasme gratuit aurait remplacé l'investigation et l'analyse, ce qui ne serait pas à l'honneur de la profession de journaliste.

On peut aussi penser, que les orientations budgétaires de l'actuelle